

[print](#)

Une épidémie d'assassinats au Honduras

De [Ezequiel Sánchez](#)

Global Research, janvier 05, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/une-epidemie-dassassinats-au-honduras/5423089>

Photo : Manifestation contre le gouvernement de Juan Orlando Hernández en décembre 2014 à Tegucigalpa.

Des banques jusqu'aux magasins de jouets, les entrées sont surveillées par des services de sécurité privée avec des mitrailleuses. Les militaires sont responsables de la protection des écoles et chargés de mener des tâches qui incombent à la police, comme cela se passe au Mexique.

Le Honduras est un pays qui abrite un nombre d'armes important, avec une moyenne de vingt assassinats par jour qui a banalisé la barbarie. Des banques jusqu'aux magasins de jouets les entrées sont surveillées par des services de sécurité privée avec des mitrailleuses. D'autre part, les militaires sont responsables de la protection des écoles et chargés de mener des tâches qui incombent à la police, puisque selon le gouvernement, et comme au Mexique, celle-ci a été écartée après avoir été corrompue par le trafic de drogue.

« Un policier mal payé, un policier discriminé, un policier qui sait qu'il est en train de risquer sa vie et qu'un de ces jours il va laisser sa famille sans protection, est une proie facile pour une quelconque offre de la part de la délinquance commune ou de celle organisée ». dit María Luisa Borjas, ex-chef des Affaires Intérieures à la Police Nationale, démise de son poste pour avoir dénoncé que le chef de l'État Major Conjoint avait participé à une bande qui volait des voitures.

Mais au lieu d'améliorer la qualité de la police, l'ex-président Porfirio Lobo Sosa a sorti les militaires dans les rues courant 2012. Dans le mois, ils avaient déjà tué dans le dos un jeune de quinze ans qui n'avait pas freiné à un contrôle afin que son père ne découvre pas qu'il avait utilisé la moto sans sa permission. « Nous sommes fatigués de leur dire qu'ils ne sont pas prêts à combattre avec la société. Eux, sont préparés à d'autres fins, ils sont entraînés pour tuer », dénonce Wilfredo Yanez, père de la victime, arrêté devant la scène de l'assassinat, où il y a encore les marques des balles qui ont été tirées sur son fils, Ebed.

Omar Rivera, de l'Association pour une Société plus Juste (ASJ), indique que la vague de violence se développe dans un contexte d'augmentation du budget militaire et d'une diminution de ceux de la santé, de l'éducation et des services publics. « Le Honduras est le deuxième pays qui a le plus augmenté son budget militaire ces dernières années (58% depuis 2010) en Amérique latine, derrière le Paraguay », signale-t-il. Malgré le pouvoir grandissant des militaires, les morts violentes continuent d'augmenter. Bien que le gouvernement assure avoir réduit le chiffre à 69 pour 100 000, celui-ci est démenti par l'Organisation Mondiale de la Santé, avec un rapport publié il y a deux semaines, qui place le Honduras parmi les pays les plus violents du monde. Le rapport de l'OMS affirme qu'en réalité le Honduras atteint les 103,9 morts pour 100 000. Sur le continent, le deuxième à distance est le Venezuela, avec 57,6, tandis que l'Argentine affiche 6 morts pour 100 000.

Le contraste entre le Honduras et ses voisins immédiats est encore plus frappant. « À deux heures de Tegucigalpa, les taux de sécurité au Nicaragua sont totalement

inverses (13 homicides pour 100 000 personnes), car ce pays s'est rendu compte qu'il devait attaquer le problème d'un point de vue complet », illustre Carlos Sierra, coordinateur de l'Aire de Sécurité du Centre de Recherche et de Promotion des Droits de l'Homme ([Ciprodeh](#)).

Pour Neesa Medina, spécialiste du féminicide, le Honduras ne manque pas seulement d'un plan complet pour apaiser la violence, mais il va même jusqu'à l'encourager par l'intermédiaire d'un niveau d'impunité élevé qui garantit l'inefficacité de son système judiciaire. « L'État ne promet pas seulement la violence et l'armement de sa population, mais il la perpétue à travers l'impunité de 95% des cas de morts violentes des femmes qui surviennent quotidiennement », signale la spécialiste. Selon la Cour interaméricaine des droits de l'homme, le pourcentage de cas qui terminent sans condamnation s'élève à 98% lorsqu'il s'agit de délits de violation des droits de l'homme. Même la célébrité qu'on a en étant Miss Honduras ne protège pas les jeunes. Maria José Alvarado a été découverte assassinée par balles à côté de sa sœur, il y a un mois, le jour-même où elle devait s'envoler pour Londres afin de participer au concours Miss Monde.

Un des métiers les plus dangereux au Honduras est celui de conducteur de transport public. Selon le Mandataire national des droits de l'homme (Conadeh), plus de cent chauffeurs de transport en commun ont été assassinés cette année. Yeleni Cruz, utilisatrice régulière de ce transport, sait à quoi elle s'expose. « L'impôt de guerre est que les Maras (note du traducteur : un gang opérant au Salvador, au Honduras, au Guatemala, ainsi qu'au Nicaragua) te demandent une cotisation mensuelle afin que tu puisses faire ton commerce sans être criblé de balles, parce qu'ils ont le contrôle des drogues et le contrôle du transport public », décrit-elle tandis qu'elle fait la queue à l'arrêt.

La violence afflige toute la population, mais depuis la société civile, on affirme qu'elle exerce une persécution collective pour profiter des secteurs les plus vulnérables. « Elle affecte certaines populations comme les autochtones, dans les zones ayant des ressources naturelles. D'autres groupes vulnérables ont été les journalistes, les avocats, les grands exploitants agricoles et les membres de la communauté Lgbti », affirme Erik Martínez, du Ciprodeh.

Pendant ce temps, l'actuel président Juan Orlando Hernández a lancé cette année les Gardiens de la Patrie, une initiative pour que des enfants encadrés par des militaires reçoivent une éducation civique et religieuse le week-end. Pour la première fois dans son histoire, le Comité des Droits de l'enfant des Nations Unies a envoyé une lettre formelle au président où il demande « de s'abstenir d'impliquer des garçons et des filles dans des activités comme les visites scolaires de bases militaires ou des actes militaires dans les centres éducatifs », raconte Wilmer Vázquez, directeur du réseau pro-enfants, jeunes et adolescents Coiproden.

Au Honduras un permis de port d'armes pour quatre ans ne coûte que 15 dollars (12€). Berta Oliva, fondatrice du Comité des Proches de Détenus Disparus au Honduras ([Cofadeh](#)), fait une comparaison avec les pires moments du terrorisme d'État. « Les mêmes acteurs du passé -affirme-t-elle- ont créé cette insécurité pour vendre ensuite des politiques de sécurité ».

Ezequiel Sánchez

Article original : [Una epidemia de asesinatos en Honduras](#), Página 12., 26 décembre 2014.

Traduit de l'espagnol pour [EL Correo](#) par : Thomas Daburon

[El Correo](#). Paris, le 1er janvier 2014



Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité – Pas d'Utilisation Commerciale – Pas de Modification 3.0 Unported](http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/). Basée sur une œuvre de www.elcorreo.eu.org.

Copyright © 2015 Global Research